

Hongrie : les détails du référendum sur la “protection de l’enfance”

jeudi 2 décembre 2021, par [LE PAVOUS Joël](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2021).

Après une loi punissant la “promotion” de l’homosexualité et de la transidentité, le gouvernement organisera en 2022 un référendum sur l’identité sexuelle et de genre. Une réponse au “lobby LGBTQ”, selon les médias proches du pouvoir, un levier électoraliste d’après la presse d’opposition.

Le 21 juillet dernier, un mois après le vote d’une [loi prohibant la “promotion” et la “représentation” de l’homosexualité et de la transidentité](#) auprès des mineurs, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, annonçait sur Facebook la tenue d’un futur référendum sur la “protection de l’enfance”, jugé “homophobe” par ses détracteurs. Mardi 30 novembre, l’Assemblée nationale ratifiait l’initiative sans les députés de l’opposition, qui ont boycotté la séance.

La consultation, en quatre questions, demandera aux Hongrois s’ils acceptent que les écoles publiques “accueillent des modules sur l’orientation sexuelle sans le consentement des parents”, soutiennent “la promotion des traitements de changement de sexe pour les mineurs”, appuient “la présentation sans restriction devant les mineurs de contenus médiatiques à caractère sexuel affectant leur développement”, ainsi que “la diffusion de contenus médiatiques en lien avec le changement de sexe”, [énumère Index](#).

“Violent lobby LGBTQ et pressions de l’UE”

Une cinquième question, retoquée par la Cour constitutionnelle, portait sur la possibilité pour les mineurs d’accéder aux traitements de transition. La date précise du vote, prévu en 2022, sera fixée ultérieurement par le président de la République, János Áder.

“Ce référendum offre la possibilité à tous de dire non au lobby LGBTQ et d’affirmer que seuls les parents peuvent décider de l’éducation sexuelle des enfants”, [estime le site conservateur Origo](#). “Nous défendons les enfants magyars et les droits des parents. Seule la volonté commune peut stopper le violent lobby LGBTQ et les pressions de Bruxelles”, assène la ministre de la Justice, Judit Varga, [reprise par Magyar Nemzet](#).

Avant l’annonce du référendum, la [loi controversée](#) sur la “promotion” de l’homosexualité et de la transidentité avait suscité cet été la colère de l’UE. Qualifié de “honte” par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le texte avait [scandalisé la majorité des États membres](#) et valu à l’exécutif magyar le lancement d’une procédure d’infraction contre la Hongrie.

Outil politique

Selon la presse anti-Orbán, le futur vote sur la “protection de l’enfance” sert la campagne du Fidesz, au pouvoir, à cinq mois des législatives d’avril 2022.

“Face au boycott unitaire de l’opposition, la majorité Fidesz-KDNP s’est choisie pour elle-même un

outil de mobilisation électorale. Auparavant, le Fidesz ne se montrait pas aussi sensible à la démocratie directe”, [ironise le webmagazine Azonnali](#). “Le Fidesz incorpore dans sa campagne électorale un référendum plus politiquement orienté que porteur de vraies interrogations sur les questions de genre afin d’essayer d’étouffer le [scandale de l’utilisation du logiciel espion israélien Pegasus](#) par le gouvernement”, [considère Telex](#).

Adopté le 9 novembre, un amendement permet d’organiser un référendum le même jour qu’une élection législative, européenne ou municipale, [précise l’hebdomadaire HVG](#). Le vote sur la “protection de l’enfance”, aux accents anti-LGBT, pourrait donc accompagner le vote aux législatives d’avril prochain. La réglementation antérieure empêchait la tenue d’un scrutin référendaire pendant les quarante et un jours précédant ou suivant une élection.

Joël Le Pavous

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/vote-hongrie-les-details-du-referendum-sur-la-protection-de-lenfance>